

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/FIN/W/12/Add.24/Rev.1**

10 décembre 1997

(97-5464)

---

**Comité du commerce des services financiers**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE L'EGYPTE

### Offre révisée sur les services financiers

#### Révision

La communication ci-après est distribuée à la demande de l'Egypte aux membres du Comité du commerce des services financiers.

\_\_\_\_\_

La liste révisée ci-jointe est conditionnelle. L'Egypte se réserve le droit de modifier ou de retirer tout ou partie de ses engagements spécifiques concernant les services financiers et d'inscrire dans sa liste des exemptions de la clause NPF.

**EGYPTE**  
**LISTE REVISEE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES CONCERNANT LES SERVICES FINANCIERS**

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>SERVICES FINANCIERS</b>			
<u>Mesures particulières:</u>			
A. <u>Services d'assurance, pour lesquels les principaux critères suivants sont appliqués aux fins de l'examen des besoins économiques:</u>			
1. Une demande excédentaire des catégories d'assurance traditionnelles donne aux nouvelles compagnies la possibilité d'exercer leurs activités sans entraîner une concurrence préjudiciable au marché ou à la position financière des compagnies existantes et, par conséquent, aux assurés.			
2. Le dépassement de 50 pour cent de la capacité des compagnies existantes, calculée sur la base de la marge de solvabilité, donne lieu à une demande excédentaire qui permet à une compagnie nouvelle d'intervenir sur le marché.			
3. La création d'une compagnie a pour effet d'augmenter le volume total de la prise de risques sur le marché, compte tenu des considérations techniques.			
4. Les nouvelles compagnies doivent proposer de nouvelles couvertures.			
B. <u>Autres services financiers:</u>			
La présence commerciale en vue de la fourniture d'autres services financiers (services liés au marché des capitaux à l'exception des transactions sur valeurs mobilières) doit prendre la forme de sociétés anonymes ou de sociétés en commandite par actions constituées en Egypte.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>SERVICES BANCAIRES</b>			
<p>A. <u>Coentreprises bancaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public</li> <li>- Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation et financement de transactions commerciales</li> <li>- Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites</li> <li>- Garanties et engagements</li> <li>- Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, sur:</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1) Non consolidé</li> <li>2) Non consolidé</li> <li>3) La participation étrangère au capital émis des coentreprises bancaires et des banques privées peut dépasser 49 pour cent sans limite maximale. La possession de plus de 10 pour cent du capital émis d'une banque, quelle qu'elle soit, autrement que par voie d'héritage, est subordonnée, de façon non discriminatoire, à l'approbation du Conseil d'administration de la Banque centrale d'Egypte.</li> <li>4) En ce qui concerne les banques établies en Egypte autres que les succursales de banques étrangères, le Directeur général doit avoir travaillé dans le secteur bancaire en Egypte pendant dix ans au moins.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1) Non consolidé</li> <li>2) Non consolidé</li> <li>3) Les fournisseurs étrangers de services sont tenus, dans le cadre des coentreprises bancaires, d'offrir une formation sur le tas aux employés égyptiens</li> <li>4) Néant</li> </ul>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
a) instruments du marché monétaire (chèques, effets et certificats de dépôt)				
b) devises				
c) valeurs mobilières				
- Participation à des émissions d'actions et prestation de services relatifs à ces émissions par l'intermédiaire de filiales				
- Courtage monétaire				
- Garde de titres				
- Cote de crédit				
- Services de coffres				
B. <u>Succursales de banques étrangères</u>				
Mêmes activités que celles qui sont indiquées sous A) ci-dessus	1) Non consolidé 2) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Bureaux de représentation de banques étrangères</u>	3) Examen des besoins économiques	3) Les succursales de banques étrangères existant le 5 juin 1992 (date d'entrée en vigueur de la Loi n° 37 de 1992) peuvent être autorisées à effectuer des transactions en monnaie locale en sus des opérations sur devises, à condition de disposer du capital minimum requis et de satisfaire aux autres normes prudentielles (article 13 du règlement d'application de ladite loi)	
	4) Néant	4) Néant	
	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
	3) Les banques étrangères qui souhaitent établir des bureaux de représentation en Egypte ne doivent pas y avoir de succursales	3) Non consolidé	
	- Les activités des bureaux de représentation consistent uniquement à réaliser des études et des projets d'investissement, à assurer la liaison avec le siège central, et à contribuer à résoudre les problèmes et difficultés que pourraient rencontrer les correspondants du siège central en Egypte		
	4) Néant	4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<b>SERVICES D'ASSURANCE ET SERVICES CONNEXES</b>			
1. <u>Assurance sur la vie,</u> <u>assurance maladie,</u> <u>assurance accidents</u>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les compagnies étrangères et les coentreprises ne sont autorisées à exercer que dans les zones franches et à condition que leur activité reste limitée aux opérations en devises convertibles</p> <p>- Aucun plafond n'est imposé quant à la participation étrangère au capital des compagnies dans les zones franches</p> <p>- La présence commerciale sur le territoire (en dehors des zones franches) est assujettie à l'examen des besoins économiques conformément aux critères énoncés dans la section horizontale</p> <p>- La prescription relative à l'examen des besoins économiques sera assouplie en 2000 pour l'assurance sur la vie, l'assurance maladie et l'assurance accidents</p> <p>- Les succursales et agences de compagnies d'assurance étrangères ne sont pas autorisées</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>-</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>4) Des personnes étrangères qualifiées peuvent être nommées directeurs pour un mandat de cinq ans et renouvelable. Leur désignation et la reconduction de leur mandat sont subordonnées à l'approbation des autorités de surveillance.</p> <p>-</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p>	<p>Jusqu'au 31 décembre 1999, la participation étrangère au capital social ne pourra dépasser 49 pour cent du capital total requis de la société (en dehors des zones franches)</p> <p>A compter du 1er janvier 2000, la participation étrangère au capital social pourra atteindre 51 pour cent du capital total requis de la société (en dehors des zones franches)</p> <p>Un pourcentage, déterminé par les autorités de surveillance, des transactions totales doit être cédé à la Compagnie égyptienne de réassurance, 5 pour cent des traités de réassurance étant rétrocédés à la Compagnie africaine de réassurance</p>	<p>4) Néant</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>3) Les compagnies étrangères et les coentreprises ne sont autorisées à exercer que dans les zones franches et à condition que leur activité reste limitée aux opérations en devises convertibles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucun plafond n'est imposé quant à la participation étrangère au capital des compagnies dans les zones franches</li> <li>- La présence commerciale sur le territoire, en dehors des zones franches, est assujettie à l'examen des besoins économiques conformément aux critères énoncés dans la section horizontale</li> <li>- La prescription relative à l'examen des besoins économiques sera assouplie en 2002 pour les assurances autres que l'assurance sur la vie</li> <li>- Jusqu'au 31 décembre 2002, la participation étrangère au capital social ne pourra dépasser 49 pour cent du capital total requis de la société (en dehors des zones franches)</li> <li>- A compter du 1er janvier 2003, la participation étrangère au capital social pourra atteindre 51 pour cent du capital total requis de la société (en dehors des zones franches)</li> <li>- Les succursales et agences de compagnies d'assurance étrangères ne sont pas autorisées</li> </ul>	3) Néant		



Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. <u>Réassurance et rétrocession</u>	- Un pourcentage, déterminé par les autorités de surveillance, des transactions totales doit être cédé à la Compagnie égyptienne de réassurance, 5 pour cent des traités de réassurance étant rétrocédés à la Compagnie africaine de réassurance		
	4) Des personnes étrangères qualifiées peuvent être nommées directeurs pour un mandat de cinq ans et renouvelable. Leur désignation et la reconduction de leur mandat sont subordonnées à l'approbation des autorités de surveillance.	4) Néant	
	- Un directeur de nationalité étrangère doit avoir au moins deux suppléants égyptiens.		
	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Les compagnies étrangères et les coentreprises ne sont autorisées à exercer que dans les zones franches et à condition que leur activité reste limitée aux opérations en devises convertibles	3) Néant	
	- Aucun plafond n'est imposé quant à la participation étrangère au capital des compagnies dans les zones franches et les autres régions		
	- Les succursales et agences de compagnies d'assurance étrangères ne sont pas autorisées		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
4. <u>Services auxiliaires</u> <u>autres que les services</u> <u>d'intermédiation:</u>	- Les compagnies d'assurance et de réassurance ne sont pas autorisées à traiter avec des réassureurs non inscrits sur la liste tenue par les autorités de surveillance			
	- Cinq pour cent des traités de réassurance de la compagnie doivent être rétrocedés à la Compagnie africaine de réassurance			
	4) Néant	4) Néant		
a) Services actuariels	1) Non consolidé	1) Non consolidé		
	2) Non consolidé	2) Non consolidé		
	3) Le fournisseur étranger doit être autorisé à exercer cette profession par l'autorité compétente de son pays d'origine et se faire inscrire à cet effet sur le registre égyptien	3) Néant		
	4) Néant	4) Néant		
b) Services consultatifs (évaluation et gestion des risques exclusivement)	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Le fournisseur étranger doit être autorisé à exercer cette profession par l'autorité compétente	3) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Evaluation des sinistres	de son pays d'origine et se faire inscrire à cet effet sur le registre égyptien	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	
	1) Non consolidé	1) Non consolidé	
	2) Non consolidé	2) Non consolidé	
d) Bureaux de liaison	3) Le fournisseur étranger doit être autorisé à exercer cette profession par l'autorité compétente de son pays d'origine et se faire inscrire à cet effet sur le registre égyptien	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	
	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
5. <u>Intermédiation</u>	3) En ce qui concerne la présence commerciale, consolidé seulement pour les relations publiques et les études de marché	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	
	1) Consolidé seulement pour l'assurance sur la vie et la réassurance	1) Néant	
	2) Consolidé seulement pour l'assurance sur la vie et la réassurance	2) Néant	
	3) Non consolidé	3) Non consolidé	
	4) Non consolidé	4) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
<b>AUTRES SERVICES FINANCIERS</b>				
A. <u>VALEURS MOBILIERES</u>				
1. <u>Garantie d'émissions</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant		
2. <u>Courtage</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant		
3. <u>Transactions sur valeurs mobilières</u> (Achat et vente en bourse par les particuliers ou établissements)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
4. <u>Compensation et règlements</u>	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	
5. <u>Commercialisation et promotion des ventes</u>	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	
6. <u>Gestion de portefeuilles et d'investissements</u>	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	
7. <u>Création de fonds d'investissements collectifs</u>	1) Néant	1) Néant	
	2) Néant	2) Néant	
	3) Néant	3) Néant	
	4) Néant	4) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
8. <u>Capitaux-risque</u>	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Néant	4) Néant		
B. <u>CREDIT-BAIL</u>	1) Néant	1) Néant		
	2) Néant	2) Néant		
	3) Néant	3) Néant		
	4) Néant	4) Néant		